



**FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI
PROJET SA/ALPC
RAPPORT FINAL**

Organisation des Nations Unies Destinataire: PNUD	Domaine prioritaire: Reforme du secteur de la sécurité
PBF Project No: BDI/B- New Atlas No: 56342 Titre du projet: <i>Lancement des activités de désarmement et de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre</i>	Rapport No.: Final
Période couverte par le rapport: 5 Avril 2007- 31 octobre 2009	Budget du Projet (PBF): 500 000 USD
Liste des Partenaires d'exécution: <ul style="list-style-type: none">• BINUB/UNDP• CDCPA: Commission de Désarmement de la population civile et de Lutte contre la Prolifération des ALPC	Etendue/Couverture géographique du projet: <ul style="list-style-type: none">• Burundi
Abréviations et acronymes: BINUB : Bureau Intégré des Nations Unies au Burundi CDCPA: Commission de Désarmement de la population civile et de Lutte contre la Prolifération des ALPC CISNU : Centre de Services Intégré des Nations Unies ALPC: Armes Légères et de Petit Calibre SSR-SA : Security Sector Reform-Small Arms PNB: Police Nationale du Burundi FDN: Forces de Défense nationales.	Durée du projet/Projet clôturé: <ul style="list-style-type: none">• <u>Date approbation</u> 5 avril 2007• <u>Date de début opérationnel</u> 01 juillet 2007• <u>Date initialement prévue pour la clôture</u> 31 Décembre 2008• <u>Date révisée pour la clôture</u> 31 octobre 2009

RAPPORT NARRATIF

I. BUT

1.1 Objectif et Produits (Objectif du projet et résultats attendus)

L'objectif global du projet est d'appuyer par la sensibilisation, la mise en œuvre de la stratégie de désarmement civil et de lutte contre la prolifération des armes légères, tout en contribuant à la promotion de la culture de la paix et de la non violence en vue de préparer les esprits pour la collecte volontaire des armes

Les 3 axes opérationnels majeurs du projet sont:

- 1) Appui technique et opérationnel à la CDCPA dans la définition et la mise en œuvre d'une politique globale de lutte contre la prolifération des ALPC et de mise en œuvre de la collecte volontaire des armes de guerre détenues illégalement par les civils;
- 2) Sensibilisation de la population pour favoriser la remise volontaire des armes et munitions;
- 3) Définition et mise en oeuvre d'un projet pilote de désarmement civil.

1.2 Liens avec le plan prioritaire de consolidation de la paix pour le Burundi

Tel que souligné dans le Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix au Burundi, le renforcement de la sécurité est un pré requis à la paix et au développement durables. La lutte contre la prolifération des armes illicites au pays contribue directement à cet objectif.

1.3 Adaptation de stratégies de mise en œuvre en vue de l'atteinte des résultats attendus (si nécessaire)

1.4 Acteurs principaux d'exécution

Le projet est mis en œuvre par la CDCPA avec l'appui technique de l'Unité Armes Légères du BINUB/PNUD qui fait office d'unité de gestion du projet.

II. RESSOURCES

2.1.Ressources financières non-PBF

Le projet global sur les Armes Légères a aussi été financé par le PNUD, la Suisse (site de destruction des explosifs, construction d'une armurerie, gestion des ALPC, enlèvement et destruction des armes et munitions du désarmement civil), la France (construction d'une armurerie et deux blocs de logements PNB) et les Etats Unies (site de destruction des armes)

- FRANCE: 200.000 \$
- USA: 41.600 \$
- SUISSE: 399.980 \$
- BCPR: 247.095 \$
- PNUD : 221,206 \$

2.2. Révisions Budgétaires: Il n'y a pas eu de révision budgétaire.

2.3. Personnel national:

Selon le Document du Comité de Pilotage Conjoint du 12 juin 2007 sur les *Modalités de gestion et de Coordination des Projets dans le Cadre de la Mise en Œuvre du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix*, le Projet n'a pas d'unité de gestion. Toutefois, le projet a été appuyé par l'Unité Armes Légères du BINUB-PNUD avec:

- ✓ 1 Assistante Administrative et Financière ;
- ✓ 1 Chargé de projet;
- ✓ 1 Responsable du monitoring de la violence armée;
- ✓ 1 Chauffeur;
- ✓ 1 Expert-informaticien.

2.4. Personnel international:

Le(a) Conseiller(e) Technique Principal(e) de l'Unité Armes Légères fait parti(e) de la section du Secteur de la Réforme de la Sécurité et des Armes Légères du BINUB et a servi de '*project manager*'. Il/Elle a été appuyé par un VNU international financé par la Belgique et une VNU internationale financée par la Suisse.

III. MODALITES D'EXECUTION ET DE SUIVI

3.1. Modalités d'exécution

Le projet financé par le Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies a été exécuté et mis œuvre suivant la modalité d'exécution directe (DEX), conformément aux règlements financiers, administratifs et d'acquisitions du PNUD.

3.2. Procédures d'acquisitions

Les fonds alloués au projet par le Comité de pilotage conjoint ont été gérés directement par le PNUD qui était responsable de toutes transactions financières, d'achats et d'approvisionnement effectués sur la base du plan de travail préparé par l'unité d'appui PNUD du projet.

Les acquisitions du projet ont été effectuées par le Centre Intégré de Services des Nations Unies (CISNU), qui a organisé les comités d'évaluation des appels d'offre et géré les comités conjoints de contrats locaux.

3.3. Modalités de suivi

L'unité d'appui PNUD du projet était responsable du suivi quotidien des activités, et de la production périodique des rapports narratifs et financiers.

Le Comité Technique de Suivi, approuvait les rapports périodiques (4 mois) des résultats atteints par le projet, ainsi que la revue des rapports produits par l'unité d'appui et la validation des étapes du projet.

Les rapports du Comité Technique de Suivi étaient validés par le Comité de Pilotage Conjoint.

Toutes les activités effectuées étaient suivies sur le terrain conjointement par le PNUD et la CDCPA.

3.4. Evaluations

Le projet a été évalué en automne 2009 dans le cadre de la Mission d'évaluation de l'Effet intitulé '*Amélioration de la sécurité humaine a travers le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité (FDS) a protéger les citoyens dans le cadre des institutions républicaines, et la réduction de la violence armée par le contrôle effectif de la prolifération des armes*'.

IV. RESULTATS

4.1 Progrès réalisés en relation avec les produits et résultats planifiés

En 2007, une série d'activités ont été réalisées touchant tous les trois axes majeurs du projet et incluant:

- ✓ Organisation d'un atelier pour valider la stratégie de communication;
- ✓ Organisation d'un atelier national regroupant les principales ONGs actives dans le domaine des armes légères et de la sensibilisation sur les risques de la possession et de l'utilisation des ALPC;
- ✓ Participation du vice président de la CTDC (actuelle CDCPA), d'un représentant des organisations de la société civile et d'un membre du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération à la réunion régionale sur « les violences armées et le développement » tenue à Nairobi le 30 novembre 2007;
- ✓ Préparatifs pour la mise sur pied d'un observatoire de la violence armée;
- ✓ Conception d'une ébauche de document présentant la méthodologie d'un projet 'Armes pour le Développement';
- ✓ Organisation d'un atelier de restitution du rapport spécial de l'organisation internationale *Small Arms Survey* sur les armes légères au Burundi intitulé « *Après la paix, le défi du désarmement civil* »

4.2 Progrès accomplis vers l'atteinte des résultats à moyens termes résultant de la réalisation des produits à courts termes au cours de la période couverte par le rapport

En 2008, conformément à son mandat et grâce à l'appui combiné du Gouvernement, des Nations Unies et de partenaires bilatéraux, **l'opérationnalisation de la CDCPA** a permis de lancer les activités suivantes:

- ✓ Mise en place des capacités permanentes de stockage et de destruction des ALPC, en collaboration avec la PNB et la FDN;
- ✓ Acquisition de machines de marquage pour le processus de marquage des ALPC détenues par les forces gouvernementales;
- ✓ Sensibilisation des cadres de l'état au Protocole de Nairobi et à la lutte contre la prolifération des ALPC via une série d'ateliers à Bujumbura et en province;
- ✓ Lancement du processus de révision du cadre juridique relatif au contrôle des ALPC;
- ✓ Opérationnalisation de « l'Observatoire de la violence armée » rattaché a la CDCPA contribuant à l'étude quantitative et qualitative de la violence civile

par armes de guerre au Burundi ainsi qu'à suivre son évolution au cours du temps;

- ✓ En collaboration avec le PNUD et la CDCPA, réalisation d'une étude conduite par le *think-tank* international *Small Arms Survey* sur l'impact de la violence armée sur le développement intitulée « *Analyse de la violence armée au Burundi* » ;
- ✓ Lancement du processus d'élaboration d'un Plan d'Action National de désarmement civil et de lutte contre la prolifération des ALPC
- ✓ Atelier de validation de l'ébauche du '*Plan d'Action National 2009-2013*'

De plus, le projet a appuyé la:

- ✓ Formation en leadership et management du président de la CDCPA (Maroc 2008) ;
- ✓ Formation de 5 membres de la CDCPA en informatique de base.

Sur le volet **sensibilisation de la population**, une série d'affiches, posters et autocollants ont été réalisées. Les affiches grand format ont été installées à Bujumbura en février 2009. Cinq ONG nationales ont été financées pour mettre en œuvre des activités de sensibilisation à partir de mars 2009 dans les différentes communes de la mairie de Bujumbura.

- ✓ « Good Génération » : Activité de sensibilisation à travers 13 concerts et marches dans les communes de la Mairie de Bujumbura.
- ✓ « CPD/EPV » : Mise en œuvre d'un championnat de football (thèmes : lutte contre la violence armée, risque et dangers des ALPC etc.) dans les différentes communes de la Mairie (15 matchs).
- ✓ « CEDAC » : Activité de sensibilisation et communication grâce à l'appui des différentes associations des transporteurs de personnes en Mairie de Bujumbura (motos taxis, bus, taxis et taxis vélos). Réalisation d'affiches, autocollants et autres supports sur les thèmes de la lutte contre la violence armée, risques et dangers des ALPC etc.
- ✓ La troupe de théâtre « Ninde » pour la réalisation de 15 représentations en Marie de Bujumbura (cible grand public)

Enfin, la conception d'une série de spots radios et télévisuels a été réalisé pour une large diffusion en début 2009.

Quant au troisième volet (une approche visant à la **collecte des armes et des munitions de guerre** via la remise d'incitations), une large concertation relative à la sécurisation des communautés et au désarmement a été entamée avec tous les partenaires nationaux et internationaux.

Pour obtenir un impact rapide, il fut proposé que sur des zones géographiques bien délimitées, des biens d'équipement, d'amélioration de l'habitat et des moyens de production soient proposés aux individus et aux communautés en échange des armes et des munitions détenues illégalement par les résidents.

4.3 Résultats clés atteints pendant la période

Des 3 axes opérationnels majeurs du projet, l'activité clé consistait à définir et mettre sur pied un **projet pilote de désarmement civil**. Les progrès accomplis dans les différents secteurs d'activité, combinés à une situation sécuritaire plus propice et la promulgation d'une nouvelle loi sur les ALPC, le 28 août 2009, ont permis la réalisation **d'une campagne nationale** impliquant tous les 138 postes de police du pays.

Cette campagne, mise sur pied au cours du dernier trimestre du PBF et exécutée dans tout le pays entre le 19 et 28 octobre 2009 a dépassée toutes les attentes. En uniquement huit (8) jours ouvrables, la population a volontairement remis:

- 160,657 munitions de tout genre;
- 12,820 grenades;
- 2,186 fusils d'assaut ;
- 389 pistolets;
- 540 bombes;
- 38 mines;
- 19 armes d'équipe¹

Tel que précédemment conçu, une panoplie d'outils incluant des biens d'équipement, d'amélioration de l'habitat ou des moyens de production ont été remis en échange des armes, ou sont présentement en cours de distribution, auprès des populations (NB: que pour des raisons opérationnelles, les remises d'outils se termineront à la fin de décembre 2009)

Proportionnel au succès du désarmement, le cahier de charge des remises d'outils est volumineux car, outre le nombre impressionnant de répondants-bénéficiaires (environ 10,000 hommes & femmes), les distributions d'outils doivent s'effectuer dans chacun des 138 postes de police du pays qui ont tous reçus des armes et explosifs précédemment détenus illégalement par les populations.

Parmi les outils à remettre en échange des armes remises :

- 6,135 sacs de ciment;
- 11,633 tôles;
- 11,780 pagnes ;
- 278 vélos;
- 133 téléphones;
- 141 chaises;
- 1,463 houes et;
- 26,040 savons.²

¹ Les résultats finaux ne seront connus précisément qu'en début 2010 une fois que toutes les fiches de décharges individuelles auront été vérifiées et que toutes les armes et munitions auront été retirées des postes de police et détruites.

² Il est à noter que l'Unité Armes Légères appuie aussi la remise de certains objets pour des armes remises **avant** le lancement officiel de la campagne nationale et que les quantités d'armes et d'outils à remettre sont supérieures à celles décrites ci-haut qui ne concernent que la campagne exécutée sur Fonds PBF entre le 19 et 28 octobre 2009.

L'organisation de la campagne, qui a été effectuée sur fonds PBF à un niveau d'environ \$110, 000 a nécessité:

- la production d'un protocole de communication et d'un manuel d'opérations;
- la mobilisation de 2,040 sensibilisateurs pour faire du porte-à-porte pendant une semaine dans toutes les 17 provinces;
- l'implication des 138 postes de police du pays (niveau commune-pendant deux semaines);
- la distribution de 10,000 pamphlets d'information sur le processus et la sécurité;
- la diffusion de 960 spots Radios et 72 spots TV (impliquant 12 radios et 3 télévisions);
- l'affichage de 1,000 poster;
- 2,500 T-shirts de sensibilisation;
- la production et distribution de plus de 12,000 fiches individuelles de décharges d'armes; 180 carnets de procès verbaux journaliers d'enregistrement d'armes et 10,000 reçus de remises d'outils;
- 200 spray de peinture pour identifier les armes et munitions;
- l'organisation d'un atelier national de préparation (90 personnes : société civile & PNB) ;
- atelier de formation de 50 officiers PNB sur le volet sécurité des collectes d'armes et d'explosifs ;
- journée médiatisée de lancement de la campagne;
- nombreuses conférence de presse et entrevues radios et TV; etc.

4.4 Contraintes majeures

Une grande période du cycle du projet a été caractérisée par un contexte sécuritaire difficile et impropre à des progrès dans le domaine du désarmement.

De plus, la réforme de la première Commission Nationale (CTDC en CDCPA) a occasionné des retards importants car impliquant la révision des plans de travail et la familiarisation de la nouvelle équipe de la Commission sur les modalités de mise en œuvre des projets PBF.

Finalement, la promulgation de la nouvelle *Loi portant régime sur les ALPC* (Loi no 1/14 du 28 août 2009) a forcé l'élaboration de deux planifications distinctes pour le désarmement national alors que le second plan a dû être développé en moins de six (6) semaines afin de pouvoir permettre un désarmement respectant les provisions de la nouvelle loi qui autorisait une 'amnistie' de deux mois seulement après la date de sa promulgation. Aussi significatif, la promulgation de la nouvelle loi a forcé un désarmement de très courte durée avec uniquement huit (8) jours ouvrables de collectes d'armes auprès de toute la population du pays. Cette activité, exécutée entre le 19 et 28 octobre 2009, correspondait de plus à la toute fin du projet PBF (au 31 octobre), avec toutes les difficultés inhérentes à tenter d'exécuter une activité d'envergure au niveau national en même temps que la clôture effective du Projet PBF.

4.5 Retard dans l'exécution du projet

Le projet a connu un retard très significatif dans le lancement du désarmement de la population civile. Plusieurs changements au niveau de la direction de la Commission nationale, incluant une restructuration complète de cette institution, ont contribué à

repousser et retarder le début des préparatifs. Cette situation a résulté dans une prolongation de dix mois du projet, puis à un début des opérations correspondant, à toutes fins pratiques, avec la clôture même du projet.

4.6 Partenariats clés et collaboration inter Agences : impact sur l'accomplissement des résultats

Suite aux difficultés initiales dues, en autres, aux nombreux changements à la direction de la Commission Nationale, la proche collaboration entre le Gouvernement (CDCPA) et le BINUB-PNUD s'est développée d'une façon effrénée résultant en ce qui pourrait être décrit comme un 'modèle' de coopération dans le domaine. L'impact sur l'accomplissement des tâches et l'obtention des résultats ont été indéniables et sont nettement quantifiables. De fait, les résultats annoncés sur les collectes d'armes réalisées par le gouvernement depuis, par exemple, mars 2009 jusqu'au lancement de la campagne nationale sur Fonds PBF en octobre, démontrent clairement que l'appui PBF a contribué à des remises d'armes plusieurs fois supérieures égalant même, dans certaines catégories d'armes ou de munitions, un pourcentage de près de 90% de plus que le taux antérieur des remises volontaires.

Dans la réalisation de ses objectifs principaux, l'appui PBF a distinctivement contribué au renforcement des capacités de la Commission nationale qui, à tous les niveaux, a établie son leadership et clairement démontrée ses capacités institutionnelles et opérationnelles pour l'obtention de résultats sans précédent dans la région.

V. LECONS APPRISES

- Les résultats très positifs de la campagne nationale de désarmement qui n'a duré que huit (8) jours ouvrables démontrent sans équivoque qu'une longue période d'amnistie -ou de collectes d'armes- n'est pas une condition *sine qua none* au succès d'une telle activité.
- De la même façon, le fait de n'avoir pu bénéficier que de quelques semaines de préparatifs (six au total) n'a pas empêché la réalisation d'une campagne nationale ou son succès.
- D'autre part, il est indéniable que la longue période de sensibilisation et de collectes d'armes *ad hoc* effectuées par le gouvernement au cours des derniers mois-années ont eu un effet important de 'gestation' du processus et de conscientisation des populations.
- Par ailleurs, le fait que la structure du Fonds PBF et les fonds eux-mêmes étaient immédiatement accessibles lors du lancement précipité de la campagne nationale ont permis, une fois toutes les conditions réunies, de travailler très rapidement et très efficacement aux résultats positifs obtenus.
- De la même façon, les activités préparatoires d'appui, réalisées sous Fonds PBF, ont servies à mettre en place les structures et conditions nécessaires au succès du projet dans son ensemble.
- Le renforcement du volet sensibilisation, développement du cadre légal, ou des capacités de la Commission nationale ont tous directement contribué aux résultats positifs.
- La promulgation de la nouvelle loi sur les ALPC annonçant une amnistie d'uniquement deux mois pour la remise des armes a eu un impact certain sur la volonté des gens de remettre des armes.

- Finalement, l'établissement d'un partenariat et d'une coopération hors pair basée sur la poursuite des résultats ont clairement fait leur preuve et serviront d'une base solide pour toutes nouvelles activités.

VI. PERENNISATION DES ACQUIS DU PROJET

Même si exécuté avec des résultats impressionnants, le désarmement ne constitue pas une fin en soi. Pour favoriser l'établissement d'une paix et d'un développement durables nombre d'initiatives doivent être mises en œuvre afin d'endiguer les effets néfastes de la prolifération et la circulation illicites des armes légères et de petit calibre, ceci autant au niveau de l'offre que de la demande.

L'ébauche d'un *Plan d'Action National (2009-2013) pour le contrôle, la gestion des armes légères et de petit calibre et le désarmement de la population civile* a été conçue grâce au projet. Elle met un accent particulier sur la pérennisation des acquis du projet dans le long terme. Une fois validé par le Gouvernement, un plus grand nombre d'actions concrètes devront être entreprises dans le domaine du contrôle, de la gestion et de la sécurisation des ALPC incluant dans les domaines du marquage des armes, du développement de registres nationaux précis de toutes les ALPC, de la sécurité physique des stocks, du contrôle des frontières ou du développement du cadre législatif.

Pour favoriser un désarmement et un développement durables, la sécurité perçue et réelle au sein des communautés doit aussi être prise en compte. S'assurer que les initiatives de prévention et de réduction de la violence armée ciblent les facteurs spécifiques et les groupes à risque, et soient liées à des programmes qui fournissent aux individus et aux communautés des moyens de subsister autrement que par la violence constitue une priorité.

L'élaboration d'un programme de sécurisation communautaire basé sur une analyse participative au niveau communautaire sur les causes de la violence armée et les stratégies pour la maîtriser constitue non seulement un excellent moyen de responsabilisation à la base mais aussi une pré-condition pour la pérennisation des actions.